



# Parc national des Ecrins

le 24 octobre 2022

## DÉCISION NOMINATIVE N° 10365843/ portant autorisation spéciale de survol motorisé en cœur du Parc national des Ecrins pour HDF

Pétitionnaire : HDF  
Objet du survol

Travaux autorisés : Oui  
Ravitaillement et équipement des refuges : Non  
Ravitaillement et équipement des alpages : Non  
Entraînement hélico : Non  
Maintenance d'équipement d'intérêt général : Non  
Autre : Non  
Préciser :  
Pilote (ou télépilote) du survol : NIELS ARNAUD  
Type et couleur de l'appareil : GRIS ET NOIR  
Immatriculation de l'appareil : F-HBEC

Dates, Lieux et Nombre de rotations par catégorie de charge

Date(s) : 26/10/2022 EN REMPLACEMENT DE JOURNEE DE VENDREDI ANNLEE CAUSE METEO  
Drop-zones de départ et d'arrivée : CHANTELOUVE ....LA VIVOLLE 2 ROT / LE PERIER  
...CLAPEROUX 8 ROT / LE PERIER .....LA TEMPLE 4 ROT / VALCENESTRE 3 ROT...  
COMBOUSSIERE  
Ravitaillement : 0  
Travaux/équipements : 13  
Transport de personnel : 4  
Autres : 0

Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins

VU le Code de l'Environnement et notamment les articles L.331-4-1, R.331-19-2 ;

VU la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du parc national des Écrins aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi du 14 avril 2006 et notamment l'article 15-I-2° ;

VU le décret n°2015-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la charte du parc national des Écrins ;

VU la charte du Parc national des Écrins, et notamment la modalité d'application de la réglementation du cœur du parc n°19 ;

VU la demande présentée par HDF le 24 octobre 2022 ;

Considérant la possibilité donnée au directeur de délivrer une autorisation de survol motorisé dans le cœur du parc national pour les besoins des activités pastorales, forestières et halieutiques, aux missions scientifiques et de surveillance, d'amélioration ou de construction d'ouvrage ainsi qu'au ravitaillement des refuges et lieux habités, ou pour la réalisation des missions de l'établissement public du parc national,

## DÉCIDE

### Article 1 : Objet

HDF est autorisé.e à effectuer un survol motorisé dans le cœur du Parc national des Écrins, dans les conditions ci-après.

### Article 2 : Modalités d'application

La présente autorisation est délivrée pour la période suivante :

Dates, Lieux et Nombre de rotations par catégorie de charge

Date(s) : 26/10/2022 EN REMPLACEMENT DE JOURNEE DE VENDREDI ANNLEE CAUSE METEO  
Drop-zones de départ et d'arrivée : CHANTELOUVE ....LA VIVOLLE 2 ROT / LE PERIER  
...CLAPEROUX 8 ROT / LE PERIER .....LA TEMPLE 4 ROT / VALCENESTRE 3 ROT...  
COMBOUSSIERE

Ravitaillement : 0

Travaux/équipements : 13

Transport de personnel : 4

Autres : 0

pour : Objet du survol

Travaux autorisés : Oui

Ravitaillement et équipement des refuges : Non

Ravitaillement et équipement des alpages : Non

Entraînement hélico : Non

Maintenance d'équipement d'intérêt général : Non

Autre : Non

Préciser :

Type et couleur de l'appareil : GRIS ET NOIR

Immatriculation de l'appareil : F-HBEC

Cette autorisation est délivrée exclusivement pour l'appareil précis dont les caractéristiques sont mentionnées ci-dessus.

### Article 3 : Prescriptions

La présente autorisation est assortie des prescriptions suivantes :

### Article 4 : Indépendance des législations

La présente décision est délivrée sous réserve du droit des tiers, notamment des propriétaires, et ne dispense pas le bénéficiaire de l'obtention des autorisations éventuellement prévues par les autres législations.

### Article 5 : Mesures de contrôle

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

### Article 6 : Sanctions

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions

administratives et des poursuites judiciaires.

**Article 7: Publication**

La présente décision sera notifiée au pétitionnaire, et fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de l'établissement dans le délai de trois mois suivant son intervention, conformément aux dispositions de l'article R. 331-35 du code de l'environnement.

**Article 8 : Voies et délais de recours**

La présente décision peut être contestée par voie de recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans le délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai, devant le tribunal administratif territorialement compétent.

Fait à Gap, le 24 octobre 2022

Le Directeur, P/O le Chef de secteur,



**Le Directeur,**  
*(Signature)*  
**Pierre COMMENVILLE**